

Réalisation de ce numéro: l'équipe de L214 / **Directeur de publication:** Antoine Comiti, président de L214 / **Maquette:** Charline Le Glédic, Abdel Rouji / **Contact mail:** L214.com/contact / **Impression:** Imprimerie Clément - clementimprimeurs.fr - Imprimé sur papier satin 100% PEFC LumiArt fabriqué à partir de pâtes blanchies sans chlore / **Crédits photos:** L214, sauf: photo de couverture: Thierry Le Fouillé/refuge GroinGroin; p. 8-9: Anne Combaz, Yann Macherez, Frédéric Guilbert; p. 11: Fatou Wagué; p. 18: Insolente Veggie / **Association L214 adresse postale:** L214 CS20317, 69363 Lyon 08 Cedex / **ISSN:** 2110-1280 / **Dépôt légal:** à parution / **Prochain numéro:** juin 2022

MOBILISATION À RENNES AVEC UN CAMION PUBLICITAIRE



Camions publicitaires, affiches, vidéo sur les réseaux sociaux et mobilisation devant les bureaux de Daunat: début septembre, L214 a organisé une mobilisation d'ampleur pour demander à l'entreprise un engagement contre l'enfermement à vie des poulets. Pour en savoir plus et signer la pétition, rendez-vous sur daunat.stopcruaute.com!

Retrouvez L214 sur ces réseaux

Facebook

Instagram @association_L214

Twitter @L214

YouTube L214

LinkedIn Pinterest



Retrouvez L214 sur le net

L214.com
politique-animaux.fr
education.L214.com
vegan-pratique.fr
veggie-challenge.fr

vegoresto.fr
improved-food.com
viande.info
fermons-les-abattoirs.org

ÉDITO#35



« Près d'un électeur sur deux (47%) tiendra compte des propositions des candidats en faveur de la cause animale en avril 2022 (contre 29% en 2012 et 39% en 2017)*. »

Les élections présidentielle et législatives à venir seront déterminantes pour les animaux et c'est réconfortant de savoir que nous ne sommes pas des cas isolés : la moitié des électrices et électeurs y sera attentive.

Il y aura en effet une différence abyssale entre un gouvernement qui instaurera immédiatement un moratoire et travaillera à un plan de sortie définitive des élevages intensifs et de la pêche industrielle et un autre qui ne le fera pas.

Entre un gouvernement qui diminuera de 50% notre consommation de viande, lait, œufs et poisson en 5 ans et un autre qui ne le fera pas.

Entre un gouvernement qui créera un ministère de la Condition animale et un autre qui ne le fera pas.

Au travers de nos enquêtes, de nos actions et de notre site Politique & Animaux, nous apporterons de la matière aux candidates et candidats pour que le sort des animaux soit un vrai sujet au cours des élections à venir. Comptez sur nous.

Brigitte Gothière, cofondatrice de L214

** Sondage IFOP pour Woopets réalisé en ligne les 14 et 15 septembre auprès de 1014 personnes représentatives de la population française âgées de 18 ans et plus.*

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

ENQUÊTE — P. 2

- Infiltration dans un abattoir Bigard

POLITIQUE & ANIMAUX — P. 4

- 2022 : La présidentielle des animaux
- Plus de 10 ans au service de la politisation de la cause animale

POULETS — P. 6

- Poulets de chair : l'enfer dès le commencement
- Des animaux traités comme des objets par le groupe LDC

CAMPAGNE — P. 8

- Burger King : l'histoire d'un roi qui maltraitait ses poulets

ALTERNATIVES VÉGÉTALES — P. 10

- Veganuary 2022 : place au végétal !

- La première formation universitaire sur la nutrition végétale
- Recette : ragoût rouge ghanéen

COCHONS — P. 12

- Herta nous ment (encore)
- Des truies poussées à coups de tournevis

TRANSPORT — P. 14

- Transport illégal des dindes : les autorités françaises complices

JUSTICE — P. 15

- Couvoir de Lichos : prison avec sursis et interdiction d'exercer pendant 5 ans

BOUQUETTE — P. 16

LILO ACHATS SOLIDAIRES — P. 17

INSOLENTE VEGGIE — P. 18



INFILTRATION DANS UN ABATTOIR BIGARD

Thomas Saïdi, enquêteur de L214, s'est fait embaucher au sein des services vétérinaires d'un abattoir du groupe Bigard (marques Charal et Socopa). Il a été témoin de l'horreur.

Le groupe Bigard, propriétaire des marques Charal et Socopa, abat chaque année 1,3 million de bovins. Il commercialise 70 % des steaks hachés vendus dans l'Hexagone. C'est le leader de la viande bovine en France et en Europe. C'est aussi un groupe très opaque. De l'aveu même de Jean-Paul Bigard, PDG du groupe : « L'acte de mort est totalement verrouillé. Nous n'avons aucun intérêt [...] à ouvrir le début d'une chaîne d'abattage. »

TENIR POUR TÉMOIGNER

Suite à des signalements et sans autre possibilité de vérification, nous n'avons pas eu d'autre choix que d'infiltrer un des abattoirs du groupe pour voir la réalité des pratiques. C'est ainsi que Thomas Saïdi, un enquêteur

de L214, s'est fait embaucher au sein des services vétérinaires de l'État d'un abattoir du groupe à Cuiseaux en Saône-et-Loire. Avec beaucoup de courage, durant 4 mois, il a filmé une partie de la chaîne, de l'arrivée des animaux en bouverie jusqu'à leur mise à mort.

UN FILM D'HORREUR

Thomas a été témoin de graves infractions à la réglementation et de souffrances extrêmes infligées aux animaux. Dans la cour de l'abattoir, il a pu filmer une vache accidentée, mal assommée et encore consciente, être chargée avec un chariot élévateur. Un bovin avec une jambe fracturée a été mis en attente plus de 10 h, sans soins, avant d'être abattu. Thomas a aussi filmé l'abattage rituel, où les animaux sont tués sans aucun étourdissement. Il a vu des bovins de plusieurs centaines de kilos, encore conscients après avoir été égorgés, être suspendus par une patte à la chaîne d'abattage.



Le saviez-vous ?

Le sérum de veau foetal (SVF) est utilisé en laboratoire pour la culture de cellules et de tissus in vitro. **Il existe d'ores et déjà des alternatives pour remplacer le sérum, y compris des alternatives sans produits animaux.**

SCÈNES DE VAMPIRISATION

Chaque jour, des vaches gestantes sont transportées à l'abattoir. Nos images montrent des fœtus de veaux de tous âges au milieu des panses et des intestins des vaches abattues. Morts par suffocation dans l'utérus de leur mère, les fœtus sont ponctionnés de leur sang. Le sérum en est extrait puis revendu à des laboratoires.

Certains veaux étaient sur le point de naître. Leurs mères n'auraient jamais dû arriver à l'abattoir puisque la réglementation interdit de les transporter au-delà du huitième mois de gestation.

DES SERVICES VÉTÉRINAIRES DÉFAILLANTS

Thomas a pu constater les carences des services vétérinaires, le manque de personnel pour l'inspection vétérinaire et les contrôles sporadiques. D'ailleurs Thomas n'a lui-même reçu aucune formation, tout au plus quelques consignes contradictoires de ses collègues, données sur le tas.

PLAINTÉ POUR SÉVICES GRAVES

Suite à cette enquête, le ministère de l'Agriculture a reconnu que nos images montraient « des non-conformités manifestes » et a ordonné une inspection complète de l'abattoir. L214 a porté plainte pour sévices graves auprès du procureur du tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône et déposé un recours contre l'État, totalement défaillant dans sa mission de contrôle de la réglementation.

Notre pétition demandant l'interdiction de l'abattage des vaches gestantes et de l'abattage sans étourdissement a recueilli près de 90 000 signatures. Si ce n'est déjà fait, merci d'ajouter votre voix : L214.com/abattoir-bigard. ●

2022 : LA PRÉSIDENTIELLE DES ANIMAUX



Les élections présidentielle et législatives 2022 sont des échéances majeures : le ou la future présidente et sa majorité décideront de la destinée de la nation pendant les cinq prochaines années. Les lois qui seront votées impacteront directement les animaux, leur accordant plus de droits, ou, au contraire, leur imposant plus de souffrances qu'ils n'en subissent déjà.

C'est pour cela que L214 s'engage pleinement dans la campagne, afin de faire entendre la voix de ceux qui ne peuvent s'exprimer. Notre équipe spécialement dédiée à cet enjeu travaille depuis des semaines pour créer le débat et encourager les candidats et candidates à s'engager pour les animaux. Nous en avons rencontré plusieurs et discutons continuellement avec leurs équipes.

Nos revendications s'articulent autour de grands axes : la fin de l'élevage intensif et de la pêche industrielle, la démocratisation de l'alimentation végétale, la création d'un ministère de la Condition animale, et la protection renforcée des lanceurs d'alerte. Des dizaines de propositions plus précises sont déclinées autour de ces thèmes. Le but est de faire reculer les pires pratiques et de diminuer le nombre d'animaux exploités et tués.

CONVAINCRE LES CANDIDATS D'AGIR POUR LES ANIMAUX

Pour cette occasion, L214 s'est aussi dotée de nouveaux outils. Le site Politique & Animaux a été repensé afin d'être plus en phase avec les enjeux de la présidentielle. La dimension politique des réseaux sociaux a été amplifiée. Une campagne de communication est en cours et nos bénévoles sont actifs sur

le terrain pour faire entendre la voix des animaux.

L214 est apaisante : chacun est libre d'user de son droit de vote comme il l'entend et l'association ne donne aucune consigne de vote. Notre objectif est de proposer une grille de lecture sur la cause animale afin que les citoyens et citoyennes puissent faire leurs choix de manière éclairée, en prenant en compte les engagements des candidats pour les animaux, mais aussi leurs actions passées.

SE MOBILISER POUR LES ANIMAUX

Portant ses propres mesures dans les campagnes présidentielle et législatives, L214 travaille aussi de concert avec de nombreuses organisations portant d'autres propositions favorables aux animaux (animalistes, écologistes, engagées pour les lanceurs d'alerte, etc.).

Pour cette campagne d'une importance majeure, les animaux ont besoin d'une mobilisation immense ! Si vous souhaitez inciter les candidats à défendre les animaux, n'hésitez pas à vous rapprocher du groupe local de L214 le plus proche de chez vous (L214.com/agir-localement) et rendez-vous sur politique-animaux.fr ! ●



POLITIQUE & ANIMAUX

PLUS DE 10 ANS AU SERVICE DE LA POLITISATION DE LA CAUSE ANIMALE

Depuis 2011, L214 anime cet observatoire qui recense l'action des politiques sur la condition animale et appuie les campagnes politiques de L214. Un outil au service des citoyens, des associations et des élus.

Propositions de loi, amendements, votes, questions parlementaires, arrêtés, déclarations publiques, programmes, engagements de campagne, réponses aux associations, ... : plus de 7500 prises de position, certaines concernant plusieurs dizaines de personnes, y sont recensées, renseignant ainsi l'action de plus de 3000 politiques, de l'échelon municipal jusqu'au Parlement européen en passant par le national.

RECENSER POUR ÉVALUER

Les personnalités politiques sont répertoriées sur le site par mandat, parti, circonscription, etc. Leurs prises de position y sont enregistrées par thème, type, espèces ou pratiques concernées, etc. Chaque personnalité politique

est notée par un algorithme sur la base de ses prises de position, en tenant compte de leur type et de leur portée.

OBSERVER POUR MIEUX AGIR

Ces contenus constituent une base de ressources (exemples d'amendements, de propositions de loi, de réalisations municipales, ...), aidant ainsi les citoyens et associations dans leurs démarches auprès des responsables politiques, en plus de les renseigner sur l'action de ces derniers.

Chaque prise de position publiée intègre des fonctionnalités d'interpellation (mail, Twitter, Facebook, ...) permettant à chacune et chacun d'en féliciter les auteurs ou de les encourager à agir pour les animaux. Une sélection des prises de position les plus récentes est envoyée via la lettre d'information Politique & Animaux.

Une page « Sondages » recense par ailleurs près d'une centaine d'enquêtes d'opinion, et une page

« Dossiers » renseigne les campagnes de L214 menées à l'occasion des élections municipales, régionales, européennes, etc.

POLITIQUE & ANIMAUX S'ENGAGE DANS SA 3^e ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'observatoire politique de L214 est un outil de suivi et de mobilisation, pendant les mandats comme lors des campagnes électorales.

Afin d'interpeller les candidates et les candidats et de contribuer à éclairer les votes à l'occasion des échéances de 2022, le site s'est notamment doté d'une page dédiée à l'élection présidentielle : L214.com/2022.

Pour découvrir ces nouveautés et inciter les candidats à s'engager à défendre les animaux, rendez-vous sur politique-animaux.fr ! ●



POULETS DE CHAIR

L'ENFER DÈS LE COMMENCEMENT

L214 a révélé le calvaire de 7000 poules et coqs reproducteurs destinés à faire naître les futurs poulets qui partiront à l'engraissement.

Nos images, tournées dans un élevage intensif de Ploërmel, dans le Morbihan, dévoilent le premier maillon de la chaîne de l'élevage intensif de poulets.

DES CONDITIONS DE VIE MISÉRABLES

Arrivés dans l'élevage à l'âge de 6 mois, les poules et les coqs reproducteurs y restent pendant un an, sans jamais avoir accès à l'extérieur, et dans le noir une grande partie de la journée. Notre enquête montre des animaux épuisés, fortement déplumés,

signe de très mauvaises conditions de vie.

Ils sont condamnés à produire des œufs à la chaîne. Ces œufs sont ensuite expédiés à un couvoir spécialisé dans la production de poussins pour les élevages intensifs de poulets.

DES ANIMAUX VOLONTAIREMENT AFFAMÉS

Dans l'industrie de la viande, les poulets sont sélectionnés pour grossir très vite. À ce rythme, atteindre 40 jours est déjà difficile pour les poulets élevés pour la viande. Mais les « reproducteurs » doivent être maintenus en vie au moins un an et demi. Ils sont donc nourris avec des rations très limitées,

comprises entre 20 % et 50 % de ce qu'ils mangeraient s'ils avaient un libre accès à la nourriture. Dès lors, ils sont affamés, stressés et frustrés en permanence. Une vraie vie de misère. ●



Cet élevage est aberrant, et pourtant la préfecture a autorisé son agrandissement. Il est possible de s'opposer aux nouveaux projets d'élevage intensif. Toutes les infos sur L214.com/stop-projets-elevages-intensifs



DES ANIMAUX TRAITÉS COMME DES OBJETS PAR LE GROUPE LDC

Le 18 novembre, nous avons révélé les dessous du plus grand élevage de poulets en France. Dans cet immense complexe d'élevage situé à Saint-Saturnin-du-Limet (Mayenne), plus de 2 millions de poulets sont élevés chaque année dans des conditions épouvantables. Ces animaux sont destinés au groupe LDC, et plus particulièrement à sa marque Le Gaulois.

Nos images montrent des animaux en grande souffrance. Des poulets boiteux ou aux pattes déformées peinant à accéder à la nourriture et à l'eau; d'autres avec des brûlures sur le corps causées par une litière gorgée d'ammoniaque;

des poulets atteints de stéréotypie (gestes répétitifs) ou de fractures; d'autres mourants.

UN «CANON À POULETS VIVANTS»

Vous avez peut-être déjà vu des images de « moissonneuses à poulets », lourdes machines qui aspirent les poulets pour vider les élevages avant le transport des animaux vers l'abattoir. Avec cette nouvelle enquête, nous mettons en lumière ce qui se passe de l'autre côté de ces machines : un système qu'on pourrait qualifier de « canon à poulets » expulse les animaux à grande vitesse dans les caisses de transport.

CONTINUONS D'INTERPELLER LE NUMÉRO 1 DU POULET

En tant que numéro 1 français du poulet, avec pas moins de 40 % du marché national, LDC porte une lourde responsabilité dans les souffrances que subissent les animaux. Nous demandons donc au groupe LDC et à ses marques (Le Gaulois, Maître CoQ, Marie...) de s'engager fermement contre les pires pratiques d'élevage et d'abattage des poulets.

Aidez-nous à les convaincre de s'engager sur les critères du European Chicken Commitment et sur une part de plein air en signant la pétition :

LDC.stopcruaute.com. ●



L214 devant le siège de Burger King

BURGER KING, L'HISTOIRE D'UN ROI QUI MALTRAITAIT SES POULETS

« Il était une fois un roi qui traitait ses sujets avec cruauté... ». Ainsi commence l'histoire de la campagne lancée par L214 pour convaincre Burger King de s'engager contre les pires pratiques d'élevage et d'abattage des poulets.

Tandis que ses concurrents KFC ou Subway s'étaient engagés à respecter les critères minimums définis dans le European Chicken Commitment afin de faire reculer le pire pour les poulets, Burger King restait sourd aux sollicitations de L214 depuis deux longues années.

Alors, le vendredi 15 octobre 2021, ce géant du fast-food



Ballons géants gonflés à l'hélium devant les fenêtres du siège de Burger King

a pu assister sous les fenêtres de son siège au plus grand happening jamais réalisé par L214. Une trentaine de militants portant des casquettes et des polos décorés de logos Burger King ensanglantés ont brandi tout un dispositif interpellant astucieusement l'enseigne.

Le lendemain, 500 bénévoles ont manifesté à leur tour devant 30 restaurants Burger King, dans toutes les régions de France. En parallèle, L214 a également diffusé sur internet une vidéo satirique animée contant l'histoire du « Roi de la cruauté », afin d'appeler les citoyens et les consommateurs à signer une pétition.

Le site de la campagne : burgerking.stopcruaute.com.

Ce lancement de campagne a généré près d'une centaine d'articles dans la presse. L'association continuera à se mobiliser jusqu'à ce que Burger King décide enfin de tourner le dos aux pires pratiques d'élevage et d'abattage des poulets. ●

Écrivons ensemble la suite de nos campagnes !

À votre tour, sollicitez les entreprises à s'engager en faveur des animaux, et rejoignez le groupe bénévole le plus proche de chez vous sur L214.com/agir-localement !

Pour agir de chez vous, via votre ordinateur ou votre téléphone, rien de plus simple : inscrivez-vous sur actions-express-L214.com !



VEGANUARY 2022

PLACE AU VÉGÉTAL!



VegOresto débarque sur LinkedIn ! Cette page s'adresse aux restaurateurs, aux professionnels de l'alimentation et à toutes les personnes intéressées par la gastronomie végétale. Suivez-nous sur [linkedin.com/showcase/vegoresto/](https://www.linkedin.com/showcase/vegoresto/)



Testez
l'alimentation
végétale
en janvier

→ Je m'inscris au Veganuary

VEGANUARY

Pour la deuxième année consécutive, L214 a porté la campagne Veganuary en France.

De retour cette année, Veganuary a encouragé les Français à se mettre à la cuisine végétale ! Pour nombre d'entre nous, le mois de janvier est une période propice aux changements d'habitudes, qu'elles concernent notre style de vie ou nos choix alimentaires. L'occasion idéale pour faire découvrir l'alimentation végétale au plus grand nombre : Veganuary propose aux participants de manger vegan pendant

31 jours. Ce challenge, ouvert à toutes et à tous, permet de découvrir une autre manière de s'alimenter, grâce à la réception d'un email d'accompagnement quotidien.

VEGANUARY INVITE ÉGALEMENT LES ENTREPRISES FRANÇAISES À DÉVELOPPER DES OFFRES ET PRODUITS ÉTHIQUES ET GOURMANDS

Veganuary rassemble les entreprises autour de la tendance de fond qu'est l'alimentation végétale : boulangeries-pâtisseries, grandes surfaces, restaurants ou plateformes de livraison, elles ont été nombreuses

à participer cette année ! Tout a été fait pour que l'offre soit facilement accessible durant tout le mois de janvier. Se tourner vers le végétal est une réponse simple, concrète et immédiate à de nombreuses problématiques actuelles : écologie, santé publique et condition animale sont au cœur des préoccupations de notre société. Des milliers de personnes ont relevé le défi en janvier, et si ce n'est pas votre cas, vous pouvez toujours vous inscrire à notre défi ouvert toute l'année : **veggie-challenge.fr!**



LA PREMIERE FORMATION UNIVERSITAIRE SUR LA NUTRITION VÉGÉTALE EN FRANCE

La faculté de médecine de Sorbonne Université a annoncé en octobre dernier la création du diplôme d'université (DU) dédié aux alimentations végétariennes (dont végétalienne). Destiné aux professionnels de santé, il vise à leur « permettre d'optimiser l'accompagnement et le suivi médical courant des patients végétariens et végétaliens. »

Cette formation vient combler un manque dans le paysage universitaire. L'alimentation végétale est souvent peu abordée dans les cursus de médecine, alors que les professionnels de santé sont en attente de ressources fiables et sérieuses pour permettre un suivi médical optimal de leurs patients. Ce DU est une réponse adaptée et donne espoir quant à l'évolution des recommandations nationales. Plus d'informations sur bit.ly/du-sorbonne. ●



Végéclic, un outil d'aide à destination des médecins

À l'initiative de deux médecins généralistes, la plateforme en ligne Végéclic a été créée pour aider tous les professionnels de santé à la prise en charge nutritionnelle des patients végétariens et végétaliens. Le contenu se base sur les recommandations internationales et fournit des ressources concrètes pour les personnels soignants. L'adresse à donner à votre médecin: vegeclic.com.



RED RED (RAGOÛT ROUGE GHANÉEN)

Recette proposée par Marie Kacouchia et issue de son livre Cuisines d'Afrique (en vente sur la boutique L214).

Ingrédients: Pour 4 personnes

- 200 g de haricots niébé (aussi appelés cornille ou œil noir)
- 4 càs d'huile de palme rouge (ou huile d'arachide)
- 1 gros oignon rouge (100 g environ)
- 1 càs de concentré de tomates
- 4 tomates mûres¹
- 1 petit morceau de gingembre frais (4 cm environ)
- 2 gousses d'ail
- 2 piments antillais (ou végétariens)²
- 50 cl de bouillon de légumes
- Sel et poivre

Préparation:

1. Faites tremper les haricots 30 min dans de l'eau chaude avant la cuisson - cela permet d'accélérer le temps de cuisson. Faites ensuite cuire les haricots 30 à 45 min dans une casserole remplie d'eau, jusqu'à ce qu'ils soient bien tendres.
2. Lavez puis concassez grossièrement les tomates et réservez-les.
3. Hachez menu l'oignon, l'ail et le gingembre puis faites-les revenir avec l'huile dans une sauteuse jusqu'à ce qu'ils soient tendres et légèrement caramélisés. Incorporez-y ensuite le concentré de tomates et remuez. Ajoutez les tomates et les piments et faites-les revenir jusqu'à ce qu'ils soient cuits. Cela devrait prendre 5 à 10 min. Quand les tomates sont cuites, ajoutez les haricots égouttés, arrosez avec le bouillon de légumes et laissez mijoter 30 min à feu doux.
4. Salez et poivrez à votre convenance et dégustez accompagné de morceaux d'avocat.

1. Peuvent être remplacées par des tomates en conserve.
2. Les piments antillais sont une variété de piments forts alors que les piments végétariens sont doux.

HERTA NOUS MENT (ENCORE)

Pour la 2^e fois, L214 a révélé l'enfer vécu par les cochons dans un élevage intensif fournissant la marque Herta et sa « filière Préférence », prétendument « plus respectueuse du bien-être animal ».

Les images ont été tournées dans l'Aube, dans un élevage intensif exploitant 20 000 animaux : truies, verrats (mâles reproducteurs), porcelets engraisés. Malgré une opposition au projet, le préfet a autorisé l'extension de cet élevage pour 5 000 cochons de plus. Notre vidéo d'enquête est commentée par l'écrivain Jean-Baptiste Del Amo.

HERTA CAUTIONNE L'ÉLEVAGE INTENSIF

Nos images montrent des conditions d'élevage déplorables pour les cochons : enfermés, entassés, les animaux vivent sur un sol en béton recouvert d'excréments,

les truies sont enfermées dans des cages si exiguës qu'elles ne peuvent même pas se retourner ni s'occuper de leurs petits, des cochons sont malades, certains présentent des hernies énormes, d'autres agonisent... Malgré le recours à de nombreux antibiotiques dont la colistine, un antibiotique classé critique par l'OMS, de nombreux cochons ne survivent pas à ces conditions de vie et meurent sur place.

HERTA ENCOURAGE LES PRATIQUES ILLÉGALES

Les conditions d'élevage intensif, toujours préjudiciables aux animaux, sont ici aggravées par de nombreuses infractions, multipliant les souffrances endurées par les cochons : tous les porcelets subissent des mutilations à vif et de manière systématique (coupe de la queue, coupe des dents, castration), certains sont tués dès la naissance en étant frappés sur le sol,

des cochons malades ne sont pas soignés, des truies n'ont pas d'accès permanent à de l'eau potable...

HERTA RESPECTE LES ANIMAUX ?

La réponse est non ! Pourtant, sur son site internet, le discours se veut rassurant. La marque la plus achetée par les Français se vante de ses « élevages modernes et plus responsables » et d'initier « une démarche plus respectueuse de l'environnement et du bien-être animal ».

NE PLUS LAISSER FAIRE

L214 a porté plainte pour mauvais traitements et tromperie du consommateur, et a déposé un recours pour faire annuler l'autorisation d'extension.

Herta doit bannir l'élevage intensif de cochons de sa chaîne d'approvisionnement. Vous pouvez signer la pétition : L214.com/cochons-herta. ●



DES TRUIES POUSSÉES À COUPS DE TOURNEVIS

Après avoir alerté en vain sa direction, un employé d'un élevage de cochons a contacté L214 pour qu'y cessent les sévices graves commis sur les animaux. Il a souhaité témoigner à visage découvert.

Grégory a travaillé plus de deux ans dans une porcherie de l'Yonne. En dépression, il nous a contactés pour que cesse le calvaire pour les 1800 truies de cet élevage. Il en faisait des cauchemars la nuit. Dans cet élevage, comme dans l'écrasante majorité des élevages en France, les cochons vivent en permanence dans des bâtiments fermés, sur un sol en béton. Leur vie n'est qu'une succession de maltraitements physiques et psychologiques. Mais ce qui a le plus touché et choqué Grégory, c'est la violence infligée aux truies à coups de tournevis et de chocs électriques, ainsi que la coupe

des dents à vif de jeunes cochons, avec une paire de tenailles.

DES IMAGES FILMÉES AVEC SON TÉLÉPHONE PORTABLE

Avec son téléphone, Grégory a tout filmé, les coups et le résultat de ces sévices graves : des truies tuméfiées sur tout le corps, d'autres agonisantes sur le sol en béton de l'élevage. Quand il nous a contactés, il avait déjà entrepris plusieurs démarches. Il avait parlé des maltraitements avec ses responsables, mais ses signalements étaient restés sans suite. Il a fini par déposer plainte contre l'élevage.

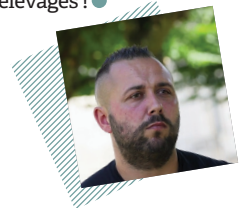
TÉMOIGNER À VISAGE DÉCOUVERT

Généralement, par peur des représailles, les lanceurs d'alerte ne souhaitent pas témoigner publiquement. Nous les comprenons et nous préservons leur anonymat. Grégory, lui, a tenu à s'exprimer à visage découvert.

Nous avons rendu publiques les images de Grégory et porté plainte pour sévices graves auprès du procureur d'Auxerre. Nous avons aussi identifié de nombreuses infractions à la réglementation dans l'élevage.

LES LANCEURS D'ALERTE SONT DES HÉROS

Le ministre de l'Agriculture a condamné fermement les pratiques inacceptables filmées dans cet élevage. Une fois encore, sans le courage d'un lanceur d'alerte comme Grégory, les sévices graves auraient perduré des années. En deux ans, Grégory n'a jamais vu les services vétérinaires officiels de l'État contrôler l'élevage. Merci Grégory, et merci à tous les lanceurs d'alerte de nous aider à montrer la réalité de ce que vivent les animaux dans les élevages ! ●



TRANSPORT ILLÉGAL DES DINDES

LES AUTORITÉS COMPLICES



Une réglementation très claire

L'Europe a établi des règles de transport minimales avec son règlement sur le transport des animaux vivants de 2005: «Un espace suffisant est prévu à l'intérieur du compartiment [...] afin de garantir une ventilation adéquate au-dessus de la tête des animaux lorsqu'ils sont debout dans leur position naturelle, sans qu'en aucun cas leurs mouvements naturels puissent être entravés.» (Annexe I, Chapitre II, 1,2)

En décembre 2020, L214 publiait des images de l'abattoir LDC de Blancfort, prises par un lanceur d'alerte qui a eu le courage de filmer son travail. On y voyait de multiples infractions liées aux conditions de transport et d'abattage. Les dindes arrivaient à l'abattoir entassées dans des caisses minuscules, contrairement à la législation européenne. Celles qui survivaient au transport arrivaient suffocantes, en état de stress thermique.

LES AUTORITÉS FRANÇAISES SUR LA SELLETTE

La situation est identique partout en France. Chaque année, 48 millions de dindes sont transportées dans des caisses non conformes, avec la complicité des autorités françaises. En mars 2021, L214 se rendait devant l'abattoir

de Blancfort accompagnée de deux eurodéputés pour constater que l'infraction à la législation sur le transport perdurait. C'est une situation que l'eurodéputé Manuel Bompard a décidé de dénoncer au Parlement européen. Le 16 juillet, interrogeant la représentante du ministère de l'Agriculture lors d'une audition publique devant la commission d'enquête du Parlement européen sur le transport des animaux, il a obtenu d'elle l'engagement que « tout rentrerait dans l'ordre le 30 septembre ». Rendez-vous pris!

Le 13 octobre, L214 s'est donc rendue pour la 3^e fois devant l'abattoir de Blancfort, accompagnée de trois eurodéputés (Manuel Bompard, Caroline Roose, Claude Gruffat), d'un député (Bastien Lachaud),

et d'un huissier. Constat: dans la cour de l'abattoir, les mêmes caisses de transport hors la loi.

L'INFLUENCE DE L'INDUSTRIE DE LA VIANDE...

Il semble donc que les autorités françaises préfèrent mentir devant le Parlement européen plutôt que d'exiger de la part de la filière une mise en conformité avec la réglementation européenne.

... FACE À NOTRE DÉTERMINATION

Les députés ont envoyé début novembre une lettre cosignée au ministère de l'Agriculture, pour exiger de mettre fin à cette infraction. Nous retournerons sur le terrain autant que nécessaire pour nous assurer que ces caisses de transport seront abandonnées. ●

COUVOIR DE LICHOS

PRISON AVEC SURSIS ET INTERDICTION D'EXERCER PENDANT 5 ANS



En 15 ans d'enquêtes de terrain, jamais nous n'avions vu une situation pareille. Le tribunal de Dax a également considéré que les faits étaient d'une extrême gravité et a condamné l'exploitant à 10 mois de prison avec sursis, ainsi qu'à une peine complémentaire d'interdiction d'exercer une activité professionnelle en lien avec les animaux pendant 5 ans. L'exploitant a fait appel de cette décision.

Sur les images diffusées en août 2020, on pouvait voir un bâtiment délabré abritant des dizaines de cages défoncées. Dans ces cages, des canards reproducteurs de la filière foie gras en souffrance extrême, au milieu de leurs congénères morts, en état de putréfaction avancé.

Au sol, quelques canards pataugeaient dans une couche de 15 cm d'excréments qui rendait l'air irrespirable. Ce flot de déjections s'écoulait à l'extérieur du bâtiment, à proximité d'un cours d'eau classé Natura 2000.

UNE ENQUÊTE APPROFONDIE

Les éléments fournis dans le cadre de notre plainte ont déclenché une enquête des services de l'État sur les cinq sites de l'exploitant. Une situation semblable à celle de Lichos a été constatée sur un autre site à Cassen (40). L'enquête a par ailleurs révélé que l'exploitant avait mis à mort lui-même 400 canes, par dislocation du cou avec une pince, et laissé les cadavres de ces animaux se décomposer sur place.

L'enquête judiciaire a mis au jour que, depuis 2015, dans le couvoir de Lichos, les canetons femelles étaient directement jetés dans une benne puis recouverts d'une bâche en plastique avec du poids par-dessus : ils mouraient étouffés ou écrasés.

DES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

Si l'exploitant a pu commettre des faits aussi graves, c'est « grâce » à la défaillance des autorités de contrôle de l'État et de Qualisud, l'organisme chargé du contrôle de l'IGP Canard à foie gras du Sud-Ouest. En outre, le vétérinaire qui suivait l'exploitation depuis des années a été peu rigoureux dans ses contrôles et a reconnu qu'il était au courant de l'étouffement des canetons dans des bennes.

NE RIEN LÂCHER

L214 va continuer ses actions en justice pour mettre ces différents acteurs face aux conséquences de leur inaction et de leur négligence. Par ailleurs, nous avons renouvelé notre demande au ministre de l'Agriculture d'ordonner un audit de l'ensemble des couvoirs et élevages de reproducteurs de foie gras et de publier les résultats. ●